

La diplomatie des intérêts

Partenariats, rivalités et légitimité démocratique à l'épreuve de la transition

ireo toerana notsidian'i Prezida Fanavaozana tao anatin'ny 10 volana		Voyages présidentiels recensés du 27 novembre 2025 au 3 octobre 2026	
MISE À JOUR AU 7 OCTOBRE 2026			
27 NOV 2025 — 2 MAI 2026		11 MAI — 3 OCT 2026	
Madagascar		International	
Daty	Toerana	Daty	Toerana
27-28 Nov 2025	Tuléar	11-12 Mai 2026	Kenya
09-11 Déc 2025*	Dubai	13-14 Mai 2026	Congo
11 Déc 2025	Ankaramalaza	23 Mai 2026	Fandriana, Andidy
17-19 Déc 2025	Fort-Dauphin	25-26 Mai 2026	Majunga
17-19 Déc 2025*	Amboasary Sud	05-06 Juin 2026	Gabon
18 Déc 2025	Ambovombe Androy	07-08 Juin 2026	Nigeria
06-07 Jan 2026	Diego	11 Juin 2026	Betroka
12-15 Jan 2026	Émirats arabes unis	11 Juin 2026	Isoanala
16 Jan 2026	Afrique du Sud	11-13 Juin 2026	Fort-Dauphin
22 Jan 2026	Antalaha	12 Juin 2026	Ambovombe Androy
23-24 Jan 2026	Toamasina	28 Juin 2026	Morondava
31 Jan-01 Fév 2026	Antsirabe	09-10 Juil 2026	Toamasina
01-02 Fév 2026	Majunga	26 Juil 2026	Morondava
02 Fév 2026	Soalala	28-30 Juil 2026	Égypte
10-11 Fév 2026	Toamasina	01-02 Août 2026	Ankaramalaza
16 Fév 2026	Belalanda	10-12 Août 2026	Tchad
18-19 Fév 2026	Russie	16-17 Août 2026	Afrique du Sud
23-25 Fév 2026	France	20 Août 2026	Farafangana
21 Mars 2026	Toamasina	21 Août 2026	Evato
26-27 Mars 2026	Guinée équatoriale	27-28 Août 2026	Sainte-Marie
29 Mars 2026	Moramanga	29 Août 2026	Majunga
04 Avr 2026	Fianarantsoa	29-30 Août 2026	Nosy Be
05 Avr 2026	Itosy, Ankily	05 Sept 2026	Ambovombe Centre
17-18 Avr 2026	Tuléar	09-10 Sept 2026	Paris, France
26 Avr 2026	Antsirabe	10-12 Sept 2026	Bruxelles, Belgique
29 Avr 2026	Antalaha	21-25 Sept 2026	New York, États-Unis
30 Avr 2026	Sambava	02 Oct 2026	Antsirabe
02 Mai 2026	Ambohimiarivo	02-03 Oct 2026	Gaborone, Botswana
02 Mai 2026	Faratsiho		

A VENIR 28-29 OCT 2026 · MOSCOU, RUSSIE

Participation annoncée au sommet Russie-Afrique ; voyage non encore effectué au 7 oct. 2026.

Le tableau recense les déplacements réalisés ; Moscou est isolé car annoncé pour une date future.
Crédit du visuel d'origine : Charles Rahar.

S41-26 | 08 octobre 2026 | Rédaction Diapason

Le relevé des déplacements du président de la Refondation de la République de Madagascar (PRRM) compte 58 lignes, du 27 novembre 2025 au 3 octobre 2026, dont 17 séjours à l'étranger. Il juxtapose visites intérieures et étapes à Moscou, Paris, Bruxelles, New York, au Caire ou à Gaborone. Il ne recense pas toutes les missions, leurs coûts ou leurs résultats. Il rend toutefois visible une stratégie : depuis la rupture d'octobre 2025 : l'exécutif cherche des interlocuteurs, des ressources et une reconnaissance extérieure. Reste à mesurer les résultats de cette stratégie pour la population et les engagements qu'elle engendre envers les partenaires.¹

¹ Visuel remis à la rédaction, crédit indiqué : Charles Rahar; comptage des lignes effectué par la rédaction, du 27 novembre 2025 au 3 octobre 2026.

La rue a ouvert la crise mais n'a pas conféré un mandat

La crise débute fin septembre 2025 avec des manifestations contre les coupures d'eau et d'électricité, puis s'élargit à la corruption et à la gouvernance. La Gen Z exprime le rejet d'Andry Rajoelina, sans désigner de successeur ni fixer les règles de transition. Le soutien populaire à la rupture ne vaut pas mandat électoral accordé aux militaires qui se sont installés à la tête de l'État. La rue exprime une exigence ; l'élection confère un mandat révisable par les citoyens.

Le 14 octobre, la HCC constate la vacance présidentielle et, après l'épuisement des voies civiles de suppléance, invite le colonel Michaël Randrianirina à exercer provisoirement les fonctions de chef de l'État sous son contrôle. Elle rappelle l'article 53 : l'élection doit avoir lieu sous 30 à 60 jours. Le 6 novembre, la Cour admet un report fondé sur des conditions politiques, sécuritaires, financières et techniques, sous son contrôle. Cette interprétation ouvre une marge de manœuvre pour le calendrier ; elle n'accorde pas de mandat électoral ni de nouvelle date. Le PRRM exerce une fonction d'exception, sans mandat populaire.²

La « Refondation » n'a pas été soumise à un vote portant sur la durée de ses dirigeants, la forme de ses institutions ou le contenu de son contrat politique. L'idée peut traduire une aspiration ; elle ne prouve pas qu'un projet a été dicté ou approuvé par le peuple. Le risque est de transformer la colère contre l'ancien pouvoir en blanc-seing pour le nouveau. L'UA a suspendu le pays après le changement anticonstitutionnel. En juillet, une mission UA-ONU a demandé dialogue inclusif, réformes et élections crédibles.³ Amnesty a aussi documenté des arrestations et pressions visant des militants Gen Z.⁴

L'austérité ne se lit pas sur un tableau de voyages

La fréquence des missions interroge l'usage des fonds publics, alors que les services restent fragiles. Le relevé ne prouve ni coût, coupes sociales ou gaspillage : « austérité » ne tient pas lieu de chiffre. En septembre 2026, le FMI jugeait la collecte fiscale inférieure aux attentes et projetait des recettes de 11 % du PIB en 2026, contre 9,8 % en 2025. Ce contexte justifie une exigence de transparence, non des estimations sans données. Une dépense diplomatique se juge par son objet, son coût et ses résultats.⁵

Une mission mobilise transport, hébergement, sécurité, indemnités, protocole et équipes techniques. Pour l'Assemblée générale à New York, le ministère malgache cite la ministre des Affaires étrangères, la représentante permanente auprès de l'ONU, l'ambassadrice à Washington, et des équipes diplomatiques et techniques. Il ne donne ni effectif complet ni dépense exécutée. Le visuel ne compte pas les accompagnateurs. Avant de qualifier cette présence de débauche, il faut publier les effectifs, les frais et les objectifs de la mission.⁶

Le contrôle dépasse les crédits inscrits au budget. Il faut distinguer sommes prévues et payées, dépenses assumées par Madagascar ou le pays hôte, effectifs, frais de sécurité, annulations et résultats. Un accord signé, une promesse d'investissement, une aide livrée et un prêt approuvé n'ont pas le même statut. Les appeler « retombées » gonfle le bilan ; les réduire à des photos le minimise. Une reddition de comptes permettrait de juger concrètement l'action diplomatique.

Des partenaires, des intérêts, des contreparties

Après le déplacement à Moscou en février, Le Monde rapporte la présence d'environ cent personnels associés à Africa Corps, chargés de protéger les autorités et former les militaires. L'enquête fait état d'armes légères, de lance-roquettes, de drones, d'hélicoptères, de camions et de chars livrés à Madagascar. Le Monde rapporte ces faits ; contrats, prix et règles d'emploi restent confidentiels. La prudence est nécessaire sur d'éventuelles contreparties.⁷

Cette offre répond à un besoin sécuritaire et peut offrir à Moscou un point d'appui dans l'océan Indien. Le Monde évoque un intérêt russe pour le port d'Antsiranana et une présence dans les discussions électorales à venir. Ces indices ne prouvent pas la cession d'un port ou de ressources. L'écart porte surtout sur la transparence : les formateurs et matériels sont visibles, les conditions financières et le contrôle civil le sont

² [HCC, décision n° 10-HCC/D3, 14 octobre 2025](#) · [HCC, décision n° 13-HCC/D3, 6 novembre 2025](#).

³ [Union africaine, communiqué du 15 octobre 2025](#) · [Mission conjointe UA-ONU, 20 juillet 2026](#).

⁴ [Amnesty International, 30 mars 2026](#) · [Amnesty International, 21 avril 2026](#).

⁵ [FMI, communiqué du 30 septembre 2026](#).

⁶ [Ministère des Affaires étrangères de Madagascar, délégation à l'Assemblée générale de l'ONU, septembre 2026](#).

⁷ [Le Monde Afrique, enquête du 11 mai 2026](#).

moins. Le point décisif est moins l'annonce que le contrat : prix, bénéficiaires, obligations et contrôle public doivent être accessibles aux citoyens.⁸

Pékin associe secours et formation. En février 2026, la Chine a signé une aide de 100 millions de yuans à la reconstruction après les cyclones.⁹ Soixante-treize places de formation militaire ont aussi été accordées pour 2026-2027.¹⁰ Washington intervient sur la santé et les minerais : les États-Unis ont livré moustiquaires et matériel médical ; leur agence DFC apporte 4,8 millions de dollars au développement d'Ampasindava. La DFC dit vouloir sécuriser les chaînes américaines de minerais critiques. Cet appui au développement n'est ni une mine en exploitation ni un contrat public d'approvisionnement.¹¹

En juillet, l'Égypte a conclu cinq mémorandums couvrant consultations politiques, transport maritime, ports, investissements et numérique. Au Botswana, la visite d'octobre a relancé un cadre de coopération de 2006 ; Gaborone a annoncé une exemption de visa pour les Malgaches et des échanges sur l'agriculture, le tourisme et les mines. La Banque mondiale, acteur multilatéral, a approuvé 200 millions de dollars pour des infrastructures de transport. Ces annonces diversifient les partenaires, mais mémorandums et financements ne valent pas réalisations : délais et effets locaux restent à vérifier.¹²

La France, entre principes affichés et coopération

Paris porte l'ambiguïté la plus visible. Des sources citées par Reuters ont affirmé qu'Andry Rajoelina avait quitté le pays dans un avion militaire français. Paris n'a pas confirmé ce récit ; il reste rapporté.¹³ Le 15 octobre 2025, la France déclarait que les aspirations des jeunes devaient être entendues et que démocratie, libertés fondamentales et État de droit devaient être protégés.¹⁴ Ce rappel normatif intervenait après que le soutien de l'armée aux manifestants eut débouché sur une prise de pouvoir.

Le 24 février, Emmanuel Macron reçoit le PRRM et réaffirme le soutien français au processus de Refondation menant, selon le calendrier établi, à des élections libres et transparentes. L'Élysée recense près de 70 millions d'euros de nouveaux projets de coopération depuis octobre, notamment dans l'énergie, la reconstruction et le port d'Antsiranana.¹⁵ Au printemps, après l'expulsion d'un agent français, Paris rejette les accusations de déstabilisation et dit soutenir la Refondation depuis octobre.¹⁶

Les 5 et 6 octobre, la ministre française des Armées Catherine Vautrin visite Madagascar. Anadolu rapporte un accord pour livrer une centaine de drones et former les militaires, avec une première dotation déjà remise. Le communiqué français confirme la visite et l'axe maritime, mais ne précise pas prix, caractéristiques, règles d'emploi ni contrôle civil des appareils.¹⁷ Les drones peuvent surveiller côtes et trafics ; leur remise à une autorité militaire exige un contrôle civil. La coopération de défense n'est pas neutre dans une transition née d'une intervention de l'armée.

La démocratie, angle mort ou condition réelle ?

Les partenaires ne forment pas deux blocs, démocratiques et indifférents. L'UA a suspendu Madagascar jusqu'au rétablissement constitutionnel ; l'ONU et l'UA misent sur le dialogue. La France dit soutenir des élections tout en développant ses liens économiques et sécuritaires. Les sources russes, chinoises et américaines citées présentent surtout aides, formation, sécurité et minerais ; elles ne décrivent pas de garanties électorales comparables. Ce silence ne prouve pas l'absence de conditions. Il oblige à demander lesquelles sont écrites, suivies et opposables. La diplomatie peut porter des principes ; seule leur application permet de mesurer leur poids.

Les intérêts sont lisibles : position dans l'océan Indien, sécurité du canal du Mozambique, ports, marchés et minerais critiques. Ces objectifs peuvent coïncider avec les besoins malgaches. Tout dépend de la capacité de l'État à préserver ses marges de décision. Un financement, un programme de formation ou un équipement

⁸ [Le Monde Afrique, enquête du 11 mai 2026.](#)

⁹ [Ambassade de Chine à Madagascar, 14 février 2026.](#)

¹⁰ [Midi Madagasikara, coopération militaire sino-malgache.](#)

¹¹ [Ambassade des États-Unis à Madagascar, 13 juillet 2026](#) · [DFC, financement du projet d'Ampasindava, 7 août 2026.](#)

¹² [Ministère des Affaires étrangères de Madagascar, accords avec l'Égypte, 30 juillet 2026](#) · [Botswana Daily News, 5 octobre 2026](#) · [Banque mondiale, 28 avril 2026.](#)

¹³ [Reuters, 13 octobre 2025.](#)

¹⁴ [Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, déclaration du 15 octobre 2025.](#)

¹⁵ [Élysée, communiqué conjoint du 24 février 2026.](#)

¹⁶ [Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, 29 avril 2026.](#)

¹⁷ [Ministère français des Armées, communiqué des 5-6 octobre 2026](#) · [Anadolu, 6 octobre 2026.](#)

ne nuisent pas par nature à la démocratie. Leur effet dépend des conditions publiées, de la mise en concurrence, de la part de valeur créée localement, des règles de contrôle civil et de la capacité du Parlement et des citoyens à en débattre. Sans ces garde-fous, la multipolarité disperse les dépendances plutôt qu'elle ne renforce la souveraineté.

Éviter que les acteurs changent sans que le système bouge

Les droits fondamentaux sont le test de cette cohérence. Amnesty rapporte des arrestations arbitraires, des détentions prolongées et des pressions visant des militants de la Gen Z après la prise de pouvoir. Ces alertes appellent enquête et réponse des autorités ; elles ne valent pas jugement judiciaire. Si les partenaires poursuivent leur coopération sans garanties, les autorités peuvent conclure que stabilité et accès aux ressources pèsent davantage que liberté de contestation. Le risque n'est pas seulement moral : des appareils sécuritaires renforcés sans contrôle peuvent refermer l'espace civique qui a rendu la transition possible.¹⁸

Le précédent de 2009 éclaire le cycle, sans rendre les deux épisodes identiques. Andry Rajoelina était alors arrivé au pouvoir avec le soutien de militaires, avant une transition et un retour par les urnes. En 2025, des protestations contre les services défaillants ont de nouveau rencontré la défection d'une partie de l'armée, puis une transition dominée par des militaires en quête de reconnaissance et de partenaires. Acteurs, institutions et alliances ont changé ; le mécanisme demeure : colère populaire, rupture au sommet, arbitrage armé, recomposition des élites, puis normalisation extérieure.¹⁹

Les gestes diplomatiques ne suffiront pas à éviter le prochain cycle. Il faut inclure jeunes, femmes, opposition, syndicats, société civile et régions dans le dialogue ; un calendrier électoral public, financé et vérifiable ; des enquêtes indépendantes sur les atteintes aux droits ; la publication des coûts des voyages ; enfin, un contrôle civil et parlementaire des accords de défense, des contrats miniers et des ports. Les partenaires peuvent publier leurs conditions et lier leurs appuis aux droits, à la supervision et aux résultats. Ce sont des mécanismes mesurables, non une profession de foi.

Les déplacements du PRRM indiquent une stratégie, pas sa réussite ni des dépenses extravagantes. Ils montrent un pouvoir en quête d'appuis. À l'intérieur, la Refondation reste fragile tant qu'elle n'a pas produit des règles acceptées, des libertés protégées et un pouvoir légitimé par le suffrage. **Si les partenaires reconnaissent l'autorité avant de demander des comptes, ils peuvent consolider un équilibre qui reproduit les crises.** Le prochain cycle n'est pas inévitable. Pour l'éviter, l'engagement extérieur doit élargir la capacité des citoyens à décider. Les acteurs changent ; le système ne bouge que si ses règles changent. Leur crédibilité se mesurera aux droits protégés, aux échéances tenues et aux bilans publics.

Rédaction - Diapason

¹⁸ [Amnesty International, 30 mars 2026](#) · [Amnesty International, 21 avril 2026](#).

¹⁹ [Reuters, profil et rappel de la crise de 2009, 14 octobre 2025](#).

Sources et traçabilité

Les chiffres du relevé proviennent du visuel remis à la rédaction (58 lignes et 17 séjours à l'étranger), comptés par nos soins ; ils ne permettent d'établir ni coût ni exhaustivité. Les annonces de financement, de formation et d'équipement gardent le statut indiqué par les sources et ne sont pas assimilées à des décaissements ou à des réalisations. Sources consultées le 8 octobre 2026.

- Visuel fourni à la rédaction — « Voyages du PRRM au 7 octobre 2026 », crédit indiqué : Charles Rahar; décompte des lignes effectué par la rédaction.
- [Haute Cour constitutionnelle, décision n° 10-HCC/D3, 14 octobre 2025.](#)
- [Haute Cour constitutionnelle, décision n° 13-HCC/D3, 6 novembre 2025.](#)
- [Union africaine, Conseil de paix et de sécurité, communiqué du 15 octobre 2025.](#)
- [Mission conjointe UA-ONU, fin de mission de haut niveau, 20 juillet 2026.](#)
- [Amnesty International, « From Gen Z revolt to junta control », 30 mars 2026.](#)
- [Amnesty International, document sur les atteintes aux libertés des militants, 21 avril 2026.](#)
- [Fonds monétaire international, communiqué sur la revue du programme, 30 septembre 2026.](#)
- [Ministère des Affaires étrangères de Madagascar, délégation à l'Assemblée générale des Nations unies, septembre 2026.](#)
- [Le Monde Afrique, « In Madagascar, Russia seeks a new African stronghold », 11 mai 2026.](#)
- [Ambassade de Chine à Madagascar, aide de 100 millions de yuans à la reconstruction, 14 février 2026.](#)
- [Midi Madagasikara, coopération militaire sino-malgache et places de formation pour 2026-2027.](#)
- [Ambassade des États-Unis à Madagascar, livraison de fournitures médicales, 13 juillet 2026.](#)
- [U.S. International Development Finance Corporation, financement du projet de terres rares d'Ampasindava, 7 août 2026.](#)
- [Ministère des Affaires étrangères de Madagascar, accords conclus avec l'Égypte, 30 juillet 2026.](#)
- [Botswana Daily News, annonce sur l'exemption de visa et la coopération, 5 octobre 2026.](#)
- [Banque mondiale, financement de 200 millions de dollars pour les transports, 28 avril 2026.](#)
- [Reuters, informations rapportées sur le départ d'Andry Rajoelina, 13 octobre 2025.](#)
- [Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, déclaration sur la situation, 15 octobre 2025.](#)
- [Élysée, communiqué conjoint après la rencontre avec Michaël Randrianirina, 24 février 2026.](#)
- [Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, réaction à la convocation du chargé d'affaires, 29 avril 2026.](#)
- [Ministère français des Armées, déplacement de Catherine Vautrin à La Réunion et à Madagascar, 5-6 octobre 2026.](#)
- [Anadolu, annonce d'une dotation de drones français et d'une formation, 6 octobre 2026.](#)
- [Reuters, profil d'Andry Rajoelina et rappel de la crise de 2009, 14 octobre 2025.](#)